

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) : quel agenda pour le Sénégal ?



Rapport de la Conférence internationale de Dakar 12 et 13 octobre 2016

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) : quel agenda pour le Sénégal ?

**Rapport de la Conférence internationale de Dakar
12 et 13 octobre 2016**

SOMMAIRE

CONTEXTE.....	6
1^{ERE} JOURNEE	7
SESSION D'OUVERTURE DE L'ATELIER : ALLOCUTIONS.....	7
LA MISE EN PLACE D'UNE FEUILLE DE ROUTE.....	7
L'ALIGNEMENT DES ODD AUX PRIORITES NATIONALES : UN CHANTIER MAJEUR.....	8
LA NECESSITE D'UNE GRANDE COALITION POUR UNE BONNE MISE EN ŒUVRE DES ODD	8
SAISIR LES OPPORTUNITES DES DYNAMIQUES EN COURS	8
LA STATISTIQUE : OUTIL DE DEMOCRATIE ET DE BONNE GOUVERNANCE.....	9
SESSION 1 : L'APPROCHE DU SENEGAL POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ODD.....	10
L'ALIGNEMENT ENTRE LES POLITIQUES NATIONALES ET LES ODD	10
L'APPROCHE SECTORIELLE : DES CAS CONCRETS	11
LA NECESSITE D'AMELIORER LA DISPONIBILITE DES DONNEES POUR LE SUIVI DES INDICATEURS	12
(OU DES EFFORTS DE CARTOGRAPHIE DES DONNEES POUR LE SUIVI DES DONNEES)	
DES DEFIS MULTIPLES A RELEVER (POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES ODD)	12
DES INSTITUTIONS ET DISPOSITIFS PRETS A RELEVER LES DEFIS	13
SESSION 2 : LACUNES DANS LES DONNEES, DEFIS ET OPPORTUNITES AU SENEGAL.....	14
LE DEFIS D'UN ETAT CIVIL QUI CONTRIBUE A LA PRODUCTION REGULIERE DE STATISTIQUES DE QUALITE	14
POUR QUE CHAQUE FILLE ET CHAQUE FEMME COMPTE.....	14
LES DEFIS ET OPPORTUNITES SUR LES STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	15
LES DEFIS ET OPPORTUNITES SUR LES STATISTIQUES DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE.....	15
LA NECESSITE DE LA PRISE EN COMPTE DE TOUTES LES SOURCES DE DONNEES ET D'UNE BONNE REPARTITION	
DES PREROGATIVES	16
SESSION 3 : INITIATIVES REGIONALES ET INTERNATIONALES POUR APPUYER	17
L'ELABORATION DES FEUILLES DE ROUTE DE DONNEES ET LA MISE EN ŒUVRE DES ODD	
UNE INITIATIVE AFRICAINE SUR LA REVOLUTION DES DONNEES ET LES ODD	17
LE PROGRAMME AUTOROUTE DE L'INFORMATION DE LA BAD	18
LE RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES DES SSN	18
L'ACCES AUX SERVICES DES PLUS DEMUNIS : L'INITIATIVE REGIONALE DE WATERAID	19
DE LA SOUVERAINETE DES PAYS A CHOISIR LEURS PROPRES DISPOSITIFS ET INDICATEURS	19

2^{ÈME} JOURNÉE.....	20
SESSION 4 : FEUILLES DE ROUTE POUR LES DONNÉES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ...	21
LES PROPOSITIONS DU GPSDD	21
SESSION 5 : EXPERIENCES D'AUTRES PAYS DANS LE DÉVELOPPEMENT DE FEUILLES DE ROUTE DE DONNÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L'INTEGRATION DES ODD DANS LES POLITIQUES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	22
KENYA, UNE PRISE EN CHARGE A UN HAUT NIVEAU.....	22
AU NIGERIA, ALIGNEMENT DES POLITIQUES NATIONALES AUX ODD.....	22
EN COTE D'IVOIRE, PRISE EN COMPTE INTEGRALE DES ODD DANS LA POLITIQUE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT.....	23
POUR LE SENEGAL, TIRER LEÇONS DES EXPERIENCES PRESENTEES.....	23
LES ODD, UNE OPPORTUNITE ET UN DEFI POUR LES SSN.....	23
SESSION 6 : DONNÉES POUR L'ACTION (PREMIERE PARTIE).....	24
TRANSFORMER LES DONNÉES SUR LES ODD EN ACTION	24
LE SENEGAL COMME CENTRE DE REFERENCE POUR L'UTILISATION DES TIC DANS LES ENQUETES ET RECENSEMENTS	24
LA COLLECTE ET L'EXPLOITATION DE DONNÉES MOBILES	25
DES SIG POUR LE SUIVI DES ODD.....	25
UN STYLO NUMERIQUE POUR LA COLLECTE DES DONNÉES D'ENQUETES.....	25
'KARANGUE', SYSTEME D'ALERTE PAR TELEPHONIE MOBILE POUR LA VACCINATION DES ENFANTS	25
'BAYSEDDO', INTERFACE MOBILE ENTRE AGRICULTEURS ET OPERATEURS ECONOMIQUES	26
DES ANALYSES VISUELLES POUR TOUTE SOLUTION	26
TROUVER DES PRESTATAIRES A TOUT MOMENT ET PARTOUT.....	26
PROMOUVOIR DES TECHNOLOGIES ET MODELES SIMPLES D'ACCES ET D'UTILISATION	27
SESSION 7 : DONNÉES POUR L'ACTION (DEUXIEME PARTIE).....	28
RENDRE LES DONNÉES VISIBLES ET DIRECTEMENT EXPLOITABLES.....	28
POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN LEADERSHIP FEMININ.....	28
DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES POUR LA PLANIFICATION NATIONALE ET LE SUIVI DES ODD.....	29
LE RECOURS AUX GEO DONNÉES POUR AMELIORER L'ANALYSE ET LA PRISE DE DECISION SUR LES ODD	29
DES STRATEGIES GUIDÉES PAR LES DONNÉES.....	30
L'EFFICACITE DES DONNÉES GÉNÉRÉES PAR LE CITOYEN	30
FORMALISER LA COLLABORATION ENTRE STATISTIQUES OFFICIELLES, DONNÉES DU SECTEUR PRIVE ET DONNÉES GÉNÉRÉES PAR LES CITOYENS.....	30
SESSION 8 : ENGAGEMENTS ET ACTIONS POUR LE PROGRES	31

CONTEXTE

Le Partenariat mondial pour les données du développement durable (*Global Partnership for Sustainable Development Data, GPSDD*) a été lancé en Septembre 2015, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies durant laquelle les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés. Il s'agit d'un réseau de plus de cent cinquante parties prenantes, du secteur privé, de la société civile, des représentants de gouvernements et d'organisations internationales, œuvrant à la construction d'un environnement favorable pour la production de données en soutien aux politiques de développement durable. Le Sénégal fait partie des premiers pays africains ayant adhéré au GPSDD en Septembre 2015, à côté du Kenya.

L'un des objectifs du GPSDD est d'appuyer les pays à développer et à mettre en œuvre une feuille de route, impliquant différentes parties prenantes, pour exploiter la révolution des données pour le développement durable. Cette feuille de route doit être définie à partir des priorités nationales, en cohérence avec les politiques nationales de développement. Pour cela, des ateliers nationaux ont été organisés dans les différents pays membres du GPSDD, tels que la Colombie, la Sierra Leone, la Tanzanie et le Kenya. L'objectif de ces ateliers nationaux est d'avoir une meilleure compréhension des défis et opportunités pour la mise en œuvre des ODD, en lien avec les données, de partager des expériences et leçons apprises, de développer des partenariats pour stimuler l'innovation dans la production et l'utilisation des données.

C'est dans ce contexte que l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), en collaboration avec l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR) et la Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques ont organisé du **12 au 13 octobre 2016, à Dakar**, un atelier international réunissant des experts du gouvernement, des organisations sous-régionales et internationales, des organisations de la société civile, de la recherche et du secteur privé.

Cet atelier avait pour objectifs principaux de : (1) partager les expériences et leçons tirées d'autres pays pour appuyer le Sénégal dans ses efforts de mise en œuvre et de suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) ; (2) identifier les défis et opportunités pour la mise en œuvre des ODD aux niveaux national et local ; (3) réfléchir sur les activités à développer avec les partenaires du GPSDD pour faire face à ces défis ; et enfin (4) promouvoir l'intégration des ODD dans les politiques nationales de développement et montrer l'importance des données dans la prise de décision.

Il a été organisé sous forme de sessions plénières montrant tout à tour, l'approche du Sénégal pour la mise en œuvre des ODD, les défis et les opportunités pour combler les lacunes au Sénégal, les Initiatives Régionales et Internationales pour appuyer l'élaboration des feuilles de route de données et la mise en œuvre des ODD, les expériences menées dans d'autres pays pour le développement des feuilles de route, les initiatives concrètes d'utilisation des données et enfin les engagements et actions formulés pour progresser.

Le présent rapport rend compte des contributions et analyses de ces différentes sessions.

1^{ère} JOURNEE

Session d'ouverture de l'atelier : allocutions



La mise en place d'une feuille de route



Il est revenu à M. Aboubacar Sedikh BEYE, Directeur Général de l'ANSD, premier intervenant, de rappeler l'objectif de l'atelier à savoir la mise en place d'une feuille de route pour le suivi de la mise en œuvre des ODD. M. BEYE a vivement remercié le GPSDD pour son appui constant et exhaustif dans le cadre des données. Il a ensuite rappelé la mise en place d'une plateforme commune de renseignement des indicateurs définis au niveau international dans le cadre de la mise en œuvre des ODD. En rappelant les résultats attendus de cette rencontre, à savoir l'élaboration d'un agenda pour l'atteinte des ODD, avec la collaboration du secteur privé, de la société civile et les secteurs de l'administration publique, l'intégration des indicateurs dans le système de suivi du PSE, le plaidoyer pour l'utilisation des statistiques dans les prises de décision, M. BEYE a montré l'importance qu'accorde notre Système Statistique National (SSN) à la mise en œuvre des ODD.

Rappelant l'origine du partenariat noué à Addis Abéba en 2015, M. BEYE a réaffirmé la volonté du Sénégal d'en faire un succès et de rester dans le groupe des pays champions. En corollaire, il a loué le partenariat avec l'IPAR et la DGPPE, qui est chargée de la mise en œuvre des ODD dans le cadre de l'élaboration des politiques nationales d'éradication de la pauvreté, en étroite collaboration avec le Conseiller spécial du Premier Ministre.

Monsieur BEYE a également tenu à remercier la Banque Africaine de Développement qui a mis en place une plateforme de renseignement des 17 objectifs et 169 indicateurs pour les 54 pays africains. En concluant son intervention, M. BEYE a tenu à souligner que la volonté de s'assurer d'avoir un très bon agenda de mise en œuvre des ODD, en collaboration avec tous les partenaires, notamment ceux du secteur privé, ainsi que celle de les intégrer dans le PSE, doivent constituer les éléments d'un bon plaidoyer pour l'utilisation des statistiques à tous les niveaux.

L'alignement des ODD aux priorités nationales : Un chantier majeur



Monsieur Taïb DIOUF, vice-président du Conseil d'Administration de l'IPAR, après avoir souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa gratitude aux partenaires, particulièrement le GPSDD, a rappelé l'importance de la mise en place d'une feuille de route des données pour le suivi des ODD. Il a salué les efforts de l'ANSD en vue de l'amélioration du SSN et son rôle prééminent dans la production des données. Il a rappelé que les ODD sont inscrits dans les thématiques de recherche de son institut qui a accompagné des partenaires au Nigeria et en Sierra Leone dans le cadre de projet portant sur les données et les ODD. De plus, M. DIOUF a souligné que l'alignement des ODD aux priorités nationales constituait un chantier majeur qui doit faciliter leur mise en

œuvre au niveau national avec un bon système de suivi-évaluation. Il a renouvelé le souhait de l'IPAR de poursuivre la collaboration avec les acteurs nationaux, le secteur privé et la société civile, les PTF et le système des Nations Unies.

La nécessité d'une grande coalition pour une bonne mise en œuvre des ODD



Le Conseiller Spécial du Premier Ministre, M. Moubarak LO, dans son intervention, a d'emblée précisé que les ODD sont l'affaire de tous et qu'il faut une grande coalition pour une bonne mise en œuvre des ODD. Il a ensuite mis l'accent sur les principaux défis et engagements qui interpellent le gouvernement du Sénégal, notamment le renseignement des données, la mise en cohérence entre les ODD et le PSE, l'importance de la mise en œuvre et le suivi-évaluation à travers la mise en place d'un cadre adapté. D'ores et déjà, il a rappelé que le Sénégal s'engage à rendre compte, au niveau régional et au niveau mondial, de ses résultats dans ces domaines, dès l'année prochaine, dans le cadre de la présentation d'un rapport.

Saisir les opportunités des dynamiques en cours



Lui succédant, Mme Claire MELAMED, Directrice Exécutive du GPSDD, a tenu à rappeler que le Partenariat mondial pour les données du développement durable (GPSDD) avait juste une année d'existence mais pouvait se féliciter déjà d'une soixantaine de membres.

Revenant sur la nécessité de mettre l'accent sur des actions visant à combler les lacunes au niveau des données, elle a suggéré de saisir les opportunités exploitables qu'offraient les nouvelles technologies et en même temps de s'assurer de la mise en œuvre de dispositifs de données ouverts et accessibles à tous.

Dans le même ordre d'idées elle a insisté sur l'importance de mettre ensemble les nouvelles idées et technologies et de rassembler les différents acteurs (y compris le secteur privé...) pour la collecte et la production de données. Ceci afin de répondre à une des missions importantes du GPSDD, s'assurer que les données sont accessibles et utilisables par la majorité pour ne laisser personne pour compte.

La statistique : outil de démocratie et de bonne gouvernance



Dans son discours d'ouverture, M. Cheikh Tidiane DIOP, Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, a adressé des remerciements particuliers au GPSDD qui a permis la tenue de l'atelier de Dakar. Il a ensuite salué l'esprit de partenariat entre l'ANSD, l'IPAR et la DGPPE à l'origine des dynamiques qui font l'objet de l'atelier.

Monsieur DIOP est revenu sur l'origine de ce partenariat, entamé en juillet 2015, en marge de la conférence sur le financement du développement à Addis Abéba, où le ministre des finances du Sénégal avait été un des acteurs. Se réjouissant que le Sénégal puisse organiser sa conférence après le Kenya et la Sierra Leone, M. DIOP a tenu à rappeler des éléments importants de la dynamique enclenchée : l'implication du secteur privé dans la production de données statistiques, la place réservée aux ODD dans les politiques de développement nationales, la nécessité d'avoir de bonnes statistiques sur différents aspects et secteurs.

En rappelant, les statistiques mondiales sur la pauvreté, la malnutrition, la faim, la famine, les conflits armés, etc., M. DIOP a tenu enfin à montrer que tous les ODD étaient pertinents et a rappelé la nécessité de disposer de données fiables pour aider à de bonnes prises de décisions et « *faire de la statistique un outil de renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance* ».

Session 1 | *L'Approche du Sénégal pour la mise en œuvre des ODD*

Modérée par **M. Ibrahima HATHIE**, Directeur des Recherches de l'IPAR



Les ODD auront un rôle prépondérant à jouer dans les politiques de développement de nombreux pays, dans les 15 prochaines années. Pour les mettre en œuvre, des approches sont proposées qu'il convient d'analyser et de discuter au niveau de chaque contexte national. Au Sénégal, 4 institutions, parties prenantes au premier plan des réflexions et actions menées dans ce sens, ont soumis leurs réalisations et résultats à l'analyse des participants à la conférence. Il s'agit de la DGPPE (Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP), de la DGPPE (Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau) du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et de l'Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR).

L'alignement entre les politiques nationales et les ODD

Des actions sont entreprises par le gouvernement pour mettre en œuvre les ODD en les alignant stratégiquement aux priorités des politiques nationales, notamment le Plan Sénégal Emergent (PSE). La présentation¹ de la DGPPE, faite par M. Mayacine CAMARA, coordonnateur de la Direction de la planification et des politiques économiques, a principalement fait ressortir les efforts faits et les résultats obtenus sur plusieurs aspects : (i) l'intégration des ODD dans les politiques nationales ; (ii) l'intégration et la mise en cohérence des politiques sectorielles et des ODD ; (iii) les défis et opportunités qui pourraient se présenter pour assurer la mise en cohérence et l'atteinte des cibles et (iv) l'existence du CASE (Cadre harmonisé de suivi-évaluation des politiques publiques) pour faciliter le suivi-évaluation.

Un rappel a été fait sur les différentes politiques de développement mises en œuvre au Sénégal, depuis les DSRP (Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté), la SNDES, la DPES jusqu'au PSE, avec leurs dispositifs de suivi-évaluation respectifs. Les efforts faits pour suivre et évaluer les ODD ont permis de tirer des leçons pertinentes pour la mise en œuvre d'une politique efficace. A cet effet, l'implication agissante des pouvoirs politiques, accompagnée d'un leadership fort, sont indispensables ; il en est de même pour des politiques macroéconomiques bien définies.

¹ Alignement entre les politiques nationales (PSE) et les ODD, M. Mayacine CAMARA, Coordonnateur, DGPPE/MEFP

La coïncidence des périodes de formulation des ODD et du PSE est une chance pour le Sénégal qui a ainsi pu assurer un alignement stratégique entre les cibles des ODD et les politiques planifiées dans le cadre du PSE ; les 17 ODD étant bien articulés aux différents axes du PSE. Une démarche de veille sur ces différentes cibles permettra d'assurer le suivi de l'atteinte des objectifs et de réajuster, si nécessaire, en rapport avec les nouveaux besoins. Le Modèle T21 a été choisi comme outil de projection des indicateurs des ODD. Pour le suivi, tout le système mis en place par le Sénégal est articulé autour du CASE (Cadre harmonisé de suivi-évaluation des politiques publiques) qui sert par ailleurs de modèle de suivi des ODD. Pour bien articuler les ODD au PSE, il est important de définir des plans d'actions, de conduire des consultations multi-acteurs et de revoir la Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SDNS) pour un meilleur suivi.

L'approche sectorielle : des cas concrets

Des approches sectorielles et de mise en cohérence des ODD avec les priorités nationales sont en train d'être réalisées de manière concrète. Impliquée dans la réalisation de l'ODD 6 notamment en rapport avec son cadre international de suivi (JMP², GEMI³, GLAAS⁴) la DGPRES (Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau) du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, a présenté l'état d'avancement du processus au Sénégal. Dans la continuité des avancées enregistrées avec le PEPAM⁵, une cellule de coordination et de suivi des programmes d'eau et d'assainissement a été mise place. Elle repose sur cinq piliers fondamentaux : un cadrage politique et institutionnel, une stratégie et un cadre de planification et de programmation, une structure de coordination et de suivi, des mécanismes communs d'évaluation et de capitalisation et des instruments unifiés pour la mise en œuvre.

C'est ainsi que cette cellule assure un suivi harmonisé de l'analyse et de la compilation des données et renseignements sur les indicateurs des cibles de l'ODD 6 dont les fournisseurs sont parties prenantes du cadre national de suivi : SONES/DH pour la cible 6.1, ONAS/DA pour la cible 6.2, DGPRES pour les cibles 6.3 à 6.6 et C/MHA pour les cibles 6a et 6b. Dans le cadre de la mise en œuvre du processus GEMI au Sénégal, on constate que plusieurs actions sont mises en œuvre pour renseigner chaque cible selon une méthodologie de renseignement éprouvée partant d'ateliers ou de réunions, de choix d'écosystèmes à renseigner, en passant par la collecte des données et les structures à impliquer ou à interroger.

Au niveau des contraintes, la disponibilité des données mais également leur dispersion ont été citées comme principales difficultés.

- Difficultés diverses dans la mise en œuvre du processus : lenteurs dans la collecte des données, manque de suivi de la qualité de l'eau, etc. ;
- Perspectives avec des échéances assez rapprochées sur l'évaluation et la validation du processus mis en œuvre ;
- Difficultés d'assurer le suivi qui requiert une bonne coordination entre les différentes agences qui travaillent sur la question.

Face à ces contraintes, les étapes suivantes sont proposées :

- Comblent les lacunes en matière de données pour les 4 cibles susmentionnées de l'ODD6 ;
- Organiser un atelier de validation en novembre ;
- Développer un plan d'actions pour assurer un meilleur suivi des 4 cibles de l'ODD6.

² WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation

³ Integrated Monitoring of Water and Sanitation Related SDG Targets

⁴ UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking-Water

⁵ Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire qui était le cadre unifié des interventions mis en place par le Gouvernement du Sénégal pour la réalisation en 2015 des Objectifs du Millénaire pour le Développement dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu urbain et en milieu rural.

La nécessité d'améliorer la disponibilité des données pour le suivi des indicateurs

Il y a nécessité d'améliorer la disponibilité des données pour le suivi des indicateurs. Sur cet aspect, l'ANSD, coordonnateur du SSN et principal producteur de données est interpellée au premier plan. Dans sa présentation, M. Aboubacar Sedikh BEYE, Directeur général de l'ANSD, a mis l'accent sur les efforts qui sont en train d'être faits pour cartographier les données nécessaires au suivi des indicateurs des ODD. Pour cela, l'ANSD s'est donnée deux objectifs : apprécier la situation de référence et assurer un bon suivi des ODD. Pour ce faire, il a été mis sur place un groupe de travail ad hoc, sous la coordination de la primature, pour adopter une méthodologie de renseignement des données relatives aux ODD regroupés sous les thématiques suivantes : Economique, Sociale, Environnementale et celle relative à la Gouvernance. Sous l'action conjointe de l'IPAR et de l'ANSD, les sectoriels ont pu travailler de manière collaborative (ateliers techniques, collecte de données). Les résultats de ce premier travail de recensement des sources disponibles, ont montré que plus de 2/3 des indicateurs peuvent être renseignés, avec des données disponibles pour 68,5% des indicateurs ODD. Les indicateurs relatifs à l'économie et au social ont le plus de données disponibles, contrairement à ceux sur la Gouvernance et l'Environnement.

En perspective, un renforcement des capacités du SSN est nécessaire sur la production régulière de données désagrégées pour s'assurer que personne n'est laissée pour compte (« **leave no one behind** ») mais aussi de statistiques relatives à des indicateurs sur des domaines comme la gouvernance et l'environnement qui restent les moins bien renseignés. Pour assurer une bonne production de données désagrégées, il est prévu la création d'une unité sur les statistiques relatives au Genre au sein de l'ANSD. L'opportunité d'exploiter l'existence du CASE pour faciliter l'intégration et le suivi des ODD dans les politiques publiques (PSE) est également à exploiter.

D'autres options sont aussi à développer : promouvoir la redevabilité à partir de l'utilisation des TIC sur toute la chaîne de valeur et l'accès facile des données pour les utilisateurs à travers une orientation plus accrue vers l'OpenData (le Sénégal est classé 8ème en Afrique et 35ème au monde selon le classement établi par l'organisme OpenDataWatch qui évalue les sites web des Instituts Nationaux de Statistique). Une opportunité est déjà à saisir grâce à la Plateforme de suivi des ODD développée par la BAD et récemment lancée au Sénégal. Ces données peuvent être mises en ligne et être accessibles à tous. Pour faciliter la coordination, notamment avec les sectoriels, la plateforme offre la possibilité d'ouverture des comptes pour un système de mise à jour décentralisé. La Vision est un aspect important pour mesurer les lacunes à combler ou les objectifs à atteindre.

Des défis multiples à relever (pour la mise en œuvre et le suivi des ODD)

Les insuffisances et faiblesses observées dans la production de données ont été mises en évidence dans les résultats des recherches menées par l'IPAR, particulièrement à travers des travaux menés dans le cadre du Post-2015 Data Test et du Data Ecosystem Mapping, initiatives internationales financées par des bailleurs comme le PNUD, la Fondation HP, la Fondation des Nations-Unies et l'Initiative Think Tank du CRDI. Il relève de ces résultats, présentés par Dr. Suwadu SAKHO-JIMBIRA, chercheuse et coordinatrice principale des recherches sur la thématique des ODD, que les défis à relever se situent à plusieurs niveaux. Ainsi, la disponibilité des données pour des secteurs tels que la gouvernance, l'environnement et l'emploi, la cohérence des données, la faible utilisation des TIC, l'insuffisance des ressources humaines, notamment le nombre insuffisant de statisticiens qualifiés, les faibles ressources financières et techniques dont dispose le SSN sont autant de défis auxquels le Sénégal doit faire face.

Les recommandations, suite à ces constats, portent sur divers aspects :

- renforcer la collaboration multi-acteurs et multisectorielle ;
- renforcer les capacités statistiques notamment des sectoriels ;
- promouvoir les portails open data pour plus de transparence et de redevabilité/suivi des ODD ;
- promouvoir la culture statistique : campagne de plaidoyer pour informer les acteurs clés sur l'importance des données.

Des institutions et dispositifs prêts à relever les défis

L'approche multisectorielle proposée demeure une préoccupation. Pour d'aucuns, il s'agit de la promouvoir et de la renforcer pour amener les parties prenantes du SSN à « plus penser thématique que sectoriel ». D'autres s'interrogent sur la prise en compte réelle de l'interconnexion des ODD. Un aspect important, souvent revenu dans les préoccupations des participants à la conférence, est le souci d'aligner les ODD aux priorités nationales et non l'inverse. Des interrogations sont aussi émises quant à la capacité du Sénégal à respecter ses engagements à l'échelle mondiale (ex. : sur le changement climatique, les engagements pris à Paris et à Shanghai). Dans les réponses apportées à ces différentes préoccupations, on peut noter la volonté des autorités sénégalaises d'avoir des institutions et dispositifs prêts à relever les défis de la mise en œuvre des ODD. Il est indéniable, selon M. Pierre NDIAYE, Directeur Général de la DGPPE, qu'il faut poursuivre le développement du SSN pour améliorer la collecte et la cohérence des données dans les différents domaines dans lesquels des lacunes ont été constatées (gouvernance, environnement, emploi, ...). Un autre souci exprimé aussi par M. NDIAYE, est de travailler à l'adhésion des populations aux démarches proposées et à leur appropriation des résultats générés.



Pour M. Mayacine CAMARA : « on met en place des instruments chargés de la mise en œuvre des politiques sectorielles ; mais également le suivi de leur mise en œuvre ». Selon lui, à la DGPPE, le but est de faire en sorte que la politique de l'Etat ne soit pas déconnectée des ODD. Il y a une stratégie alignement des ODD avec le PSE qui est prônée ; sa mise en œuvre est à réaliser. De ce fait le principe est d'être flexible en termes de sélection d'objectifs et de programmes et à l'évaluation des programmes mis en œuvre, intégrer les objectifs apparus en cours. Et de conclure : « si le Président de la République fait des choix politiques, il est pratiquement impossible de dévier de ses choix mais il est possible de lui montrer des alternatives dont il peut s'approprier ». Pour Aboubacar Sedikh BEYE, la plateforme dont dispose l'ANSD est assise sur la plateforme OpenData et il est loisible à tout sectoriel d'y accéder et d'être fournisseur de données. Il admet cependant que le dispositif international n'est pas toujours ajusté au dispositif national ; le GPSDD est interpellé à ce niveau pour que le dispositif national ne soit pas négligé. Enfin M. BEYE a tenu à préciser que la mesure des indicateurs, notamment de la pauvreté, pouvait se faire selon plusieurs modalités. Pour sa part, l'ANSD a choisi de mesurer, entre autres indices, l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (MPI) mieux à même d'apprécier la Pauvreté.

Session 2 | *Lacunes dans les données, défis et opportunités au Sénégal*

Modérée par **M. Mayacine CAMARA**, coordonnateur de la Direction de la planification et des politiques économiques du MEFP

La nécessité de disposer de données de qualité, désagrégées et facilement accessibles aux utilisateurs est une exigence de l'Agenda 2030. Ceci demande un SSN efficace permettant aussi bien d'orienter les décideurs politiques pour la mise en œuvre des ODD que de faciliter leur suivi par tous les acteurs. Les défis et opportunités d'un tel système ont été analysés à travers la contribution du Centre National d'Etat Civil, du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS). L'approche genre et la nécessité de désagréger au mieux les données sont des aspects qui ont été rappelés dans l'intervention faite par O.N.U. Femmes.

Le défi d'un Etat Civil qui contribue à la production régulière de statistiques de qualité

La production régulière de statistiques de qualité de l'état civil⁶ est un objectif que s'est donné le gouvernement du Sénégal avec comme perspective l'informatisation de tous ses Centres d'Etat Civil (CEC) en 2022, dans le cadre du Projet d'appui à la modernisation de l'état civil (PAMEC) financé par l'Union Européenne. Pour ce faire, il a été fait un recensement des contraintes et lacunes du cadre juridique et du système organisationnel actuels. Les améliorations proposées portent sur divers aspects : renforcement de la collaboration entre les services statistiques et l'état civil, modification du cadre juridique et réglementaire de l'état civil, renforcement des capacités des officiers et agents d'état civil, modernisation et automatisation de la gestion des faits d'état civil des 500 CEC que compte le Sénégal. Déjà une proposition de collaboration concrète avec le SSN est la transmission régulière des relevés trimestriels des CEC à l'ANSD en vue de l'établissement et de la diffusion des faits d'état civil.

Pour que chaque fille et chaque femme compte

Pour ne laisser personne pour compte et surtout pour que chaque fille et chaque femme compte, l'ONU femmes fait part des efforts qu'elle fournit dans ce sens pour aider les pays à atteindre les cibles d'ici 2030⁷. Quelques raisons de l'importance des statistiques sur le genre ont été rappelées par Mme Diana L. OFWANA, directrice régionale : elles mettent l'accent là où les inégalités sont, elles sont nécessaires pour éviter que les politiques visant à réduire les inégalités ne les augmentent par inadvertance, mais aussi pour assurer une certaine redevabilité. Le travail de l'ONU femmes se focalise essentiellement sur la nécessité de désagréger les données statistiques et de veiller à mettre en œuvre des actions selon l'approche genre. Les principales raisons qui justifient les lacunes en matière de données sur le genre sont que la désagrégation par sexe n'est pas bien comprise pour en faire une priorité et assurer un budget en conséquence, les capacités techniques et financières sont limitées, et les actions restent encore faiblement coordonnées. Face à ces constats, il est important d'intégrer les statistiques sur le Genre dans le Système Statistique National (SSN) ; d'autant plus que 80% de la collecte de données sur le genre ne se fait pas selon les normes internationales. L'une des initiatives de l'ONU Femmes est de contribuer à la promotion d'un environnement politique favorable à l'intégration des statistiques sur le Genre.

⁶ Statistiques de l'état civil et désagrégation des données, présentation faite par Mme Mbaye, CNEC⁶

⁷ Pour que chaque femme et chaque fille compte, Diana L. Ofwona, Directrice régionale, O.N.U Femmes

Les défis et opportunités sur les statistiques de l'Environnement et du Développement Durable

Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) suit particulièrement les ODD 13, 14 et 15. Ses approches et dispositifs ainsi que ses capacités techniques et institutionnelles (plusieurs outils de collecte, un nombre important de structures impliquées, plusieurs sources de données) à produire de manière régulière des statistiques sur ces objectifs ont été passées en revue et discutées⁸.

Sur la lancée du travail qui avait été fait pour les OMD, des avancées importantes ont été enregistrées dans la production de données et d'analyses sur des indicateurs phares des ODD 13 (ex. : niveau moyen annuel des particules fines dans les villes), 14 (ex. : proportion de la surface maritime couverte par les aires marines protégées...) et 15 (ex. : promotion de la surface émergée totale occupée par des terres dégradées, proportion de la surface émergée totale couverte par des zones forestières...). Des efforts restent à faire sur plusieurs aspects : réduction de l'écart entre les indicateurs proposés à l'international et ceux suivis au niveau national, mise en concordance des différentes sources de données, coordination et centralisation des données, harmonisation des outils de collecte, disponibilité de ressources suffisantes, ...

Les défis principaux restent de mettre en place un cadre de coordination et de suivi des ODD, d'améliorer le niveau de désagrégation des données et d'affiner les indicateurs au contexte sénégalais. Des opportunités existent pour relever ces défis : les capacités appréciables du secteur à renseigner les ODD, le cadre harmonisé de suivi du PSE, la possibilité de mettre en place un système d'information national intégrant différents secteurs et d'organiser la collecte régulière des données. Pour saisir ces opportunités, il est important de renforcer les capacités de différents acteurs intervenant dans le secteur de l'environnement, tout en assurant la coordination de leurs actions.

Les défis et opportunités sur les statistiques de la Santé et de l'Action Sociale

L'atteinte de la Couverture Sanitaire Universelle (CSU), ODD 3.8, est un des principaux objectifs que se pose la Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques (DPRS) du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale (MSAS) du Sénégal, de concert avec ses autres partenaires de l'International Health Partnership (IHP). Il s'agit en effet, que d'ici 2030, « toutes les populations, quels que soient leur statut socio-économique, leur lieu de résidence ou leur genre bénéficient d'au minimum 80% de couverture en services essentiels de santé ». Un défi important est d'atteindre la CSU de sorte que tous les individus aient accès aux services de santé dont ils ont besoin sans subir de difficultés financières injustifiées (appauvrissement dû aux paiements de santé directs, dépenses de santé catastrophiques).

Le dispositif mis en place⁹ pour collecter les données et évaluer les indicateurs s'appuie sur divers supports : le DHIS2, les enquêtes ciblées, les instances de suivi du PNDS (Pan National de Développement Sanitaire), l'application systématique des cycles de suivi d'IHP+.

Les opportunités identifiées pour mettre en œuvre le dispositif sont envisagées selon diverses modalités : application plus facile de la démarche d'évaluation de l'IHP+ intégrant la société civile et le secteur privé, harmonisation des cadres de planification et utilisation de l'approche « gestion axée sur les résultats », consolidation et extension du DHIS2, lancement du programme "Sénégal numérique" permettant un meilleur accès à l'internet, etc.

⁸ Défis et opportunités sur les statistiques de l'Environnement et du Développement Durable dans la mise en œuvre des ODD, M. I. S. Ndiaye, Directeur Général, DPVE/MEDD

⁹ Défis et opportunités sur les statistiques de la Santé et de l'Action Sociale dans la mise en œuvre des ODD, M. A.D. Ba, DPRS/MSAS

Les perspectives de réalisation de la CSU sont envisagées entre, autres, à travers :

- le processus d'appropriation des ODD enclenché avec la mise en place de groupes de travail et d'une Task force chargée d'aider à leur internalisation dans les programmes de santé et d'action sociale ;
- l'avènement des quatre programmes structurants (Services de santé de base, Services de santé secondaires, Gouvernance sanitaire, protection sociale) qui doivent aider à une harmonisation réussie des actions.

La nécessité de la prise en compte de toutes les sources de données et d'une bonne répartition des prérogatives

De manière générale, les efforts fournis par les différents secteurs pour mettre à niveau leurs dispositifs et combler leurs lacunes ont été appréciés. La plupart des préoccupations exprimées, suite à leur présentation, étaient plus dans le souci d'apporter des compléments aux dynamiques en cours. La prise en compte plus systématique et formelle des ambassades et des consulats, dans les initiatives de modernisation du système d'enregistrement des faits d'état civil, a été ainsi fortement recommandée. La collaboration mise en place entre le MSAS et l'ANSD pour la production des données a été saluée. Pour le secteur de l'environnement, la possibilité d'explorer la révolution des données et l'utilisation de nouvelles sources ont été également suggérées. Dans ce sens, l'implication du secteur privé dans la collecte des données nécessaires au suivi des ODD paraît indispensable. Aussi, une proposition importante qui a été faite est d'adopter une approche bottom-up pour mieux communiquer sur les ODD afin d'en assurer une meilleure appropriation par tous les acteurs.

En direction d'une meilleure organisation du SSN, le défi de la définition et de la répartition des prérogatives des différentes parties prenantes est posé. Plusieurs intervenants ont fait remarquer que malgré le fait qu'on y recense beaucoup d'acteurs, de nombreux secteurs restent encore faiblement couverts (agriculture, justice, culture...). Concrètement et pour beaucoup d'entre eux, il y a lieu d'identifier qui fait quoi et comment il le fait. Il s'agit de distinguer producteurs et utilisateurs, définir les règles de collaboration entre les acteurs, distinguer les générateurs de données et les producteurs de statistiques, d'organiser la coordination des données sectorielles, nationales, etc.

Session 3 | *Initiatives Régionales et Internationales pour appuyer l'élaboration des feuilles de route de données et la mise en œuvre des ODD*

Modérée par **Mme Awa THIONGANE**, personne-ressource et ex Directrice de la DPS ¹⁰



La révolution des données a été reconnue comme un élément essentiel de l'Agenda de Développement Durable. Compte tenu de la place de choix qui a été accordée aux statistiques dans l'Agenda 2030, il est essentiel que les pays puissent réfléchir sur les feuilles de route de données pour le Développement Durable. Des initiatives régionales et internationales pour aider à l'élaboration des feuilles de route ont été présentées et passées en revue dans une session prévue à cet effet. La session a permis de faire le point sur le processus d'émergence d'une communauté des données au niveau africain, de la mise en cohérence de l'agenda 2030 de l'Union africaine et de celui des ODD, mais aussi des différentes initiatives prises pour faciliter la production et la mise à disposition de données nécessaires au suivi des ODD.

Une initiative africaine sur la révolution des données et les ODD

Un consensus africain sur les données a été adopté lors de la conférence de haut niveau sur la révolution des données organisée en Mars 2015, en marge de la huitième conférence conjointe des ministres de l'Union Africaine et la Commission Economique Africaine (CEA). Ce consensus repose sur un certain nombre de principes, notamment s'assurer que chacun est compté, que toutes les données soient ouvertes, que les statistiques officielles restent centrales et essentielles, etc. Après adoption de ce consensus, l'une des prochaines étapes est de s'assurer qu'il est officiellement adopté par les instituts nationaux de statistique.

¹⁰ Direction de la Prévision et de la Statistique

Par ailleurs, la CEA fait des efforts pour une meilleure harmonisation entre les indicateurs ODD et ceux de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, mais également pour une intégration plus facile des deux agendas (Agenda 2030 et Agenda 2063) au niveau des pays à travers l'assistance technique et la mise à disposition de boîtes à outils. Aussi, la CEA pense mettre en place un fonds commun pour générer des indicateurs pour les deux agendas sachant qu'elle a déjà défini une liste d'indicateurs clés qui sera proposée à la Commission Africaine de la Statistique en Novembre 2016.

Le programme autoroute de l'information de la BAD

La Banque Africaine de Développement (BAD) permet aujourd'hui, à 54 pays africains, à travers le programme Autoroute Africaine de l'Information¹¹ – outil de gestion et de visualisation de données- de disposer d'outils de dissémination des données telles que la plateforme ODP (Open Data Platform) et d'autres applications mobiles développées.

Un important travail de renforcement des capacités est déployé par la Banque, particulièrement en direction des ministères des finances, des banques centrales et des organisations en charge des statistiques nationales, sur divers aspects : soumission de données au FMI, analyse de base de données, conception et utilisation de tableaux de bord,

L'élaboration de la PNRD (Page Nationale Récapitulative des données)¹² est une action pour laquelle la BAD apporte des appuis importants. Adoptée par le FMI, elle permet la soumission et la collecte des données relatives à ses différents standards comme le SGDD, le SGDD-a, la NSDD. Dans la même continuité, et par rapport à toutes les avancées réalisées sur les ODP, la BAD s'est engagée dans le suivi et le renseignement des ODD aussi bien au niveau national que régional. Actuellement, une plateforme de données sur les ODD est disponible pour tous les pays et divers outils et procédures en permettent l'accès et l'utilisation.

Le renforcement des capacités statistiques des SSN

Etabli en 1999, PARIS21 est un partenariat sur les statistiques¹³ qui se propose d'appuyer les organismes nationaux de statistiques à mieux renforcer les SSN notamment à travers le développement des Stratégies Nationales pour le Développement de la Statistique (SNDS). PARIS21 qui est hébergé à l'OCDE, travaille ainsi avec plus de 100 pays dont le Sénégal où il a accompagné différentes initiatives telles que le projet D4D (Data for Development) en collaboration avec Orange.

Dans le contexte de la mise en œuvre des ODD, l'adaptation du processus d'élaboration de ces stratégies est recommandée. A cet effet, PARIS21 a développé l'outil ADAPT (Advanced Data Planning Tool) pour appuyer les pays à intégrer les ODD dans leur SNDS. Un autre outil est aussi proposé, PISTA (Platform for Innovations in Statistics) pour aider les pays à adopter plus d'innovations ; c'est une version beta pour le moment qu'on peut aller visiter.

A travers le partage de la connaissance et l'innovation, PARIS21 cherche à aider les pays à mieux gérer les changements requis pour les ODD, à promouvoir la culture statistique nécessaire au dialogue entre producteurs et utilisateurs de données, à développer de nouvelles méthodologies applicables au niveau mondial et à appuyer les centres régionaux à travers la coopération Sud-Sud. Pour cela, il est important de tirer profit des ODD pour aider les pays à mobiliser les ressources pour la production statistique tout en améliorant la coordination des interventions des bailleurs de fonds.

¹¹ Efforts de la BAD pour appuyer les pays dans la mise en œuvre des ODD et l'élaboration de feuilles de route de données, M. Rafik Mahjoubi, Banque Africaine de Développement

¹² Le Sénégal a lancé sa PNRD en août 2016.

¹³ Partenariats pour renforcer les capacités statistiques, M. Rudolphe Petras, PARIS21

¹⁴ Mesurer les progrès en matière d'accès des plus démunis aux services améliorés d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de santé, WATERAID

L'accès aux services des plus démunis : l'initiative régionale de WATERAID

Les chiffres des statistiques mondiales d'accès des populations à l'eau et l'assainissement sont alarmants : 2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ; 2,4 milliards sont sans installations sanitaires de base, les maladies diarrhéiques sont parmi les plus grandes maladies mortelles des enfants, etc. L'initiative régionale WATERAID¹⁴ a fait le point sur les progrès enregistrés particulièrement sur les indicateurs 6.1.1 (pourcentage de la population utilisant en toute sécurité des services d'eau potable) et 6.2.1 (pourcentage de la population utilisant en toute sécurité des services d'assainissement y compris une installation permettant le lavage des mains à l'eau savonneuse). La mesure de l'eau et de l'assainissement sous tous ses aspects a été rappelée en rapport également avec d'autres indicateurs d'autres ODD (11.1, 1.4, 4a, 3.8). Des préoccupations sont aussi soulevées par rapport aux lenteurs observées dans la diffusion des rapports, à la clarté du choix des indicateurs ouverts à discussion, à la période de collecte des données. Des recommandations particulières ont été aussi faites en direction des actions à mener au niveau national. Elles concernent l'harmonisation et la mise à jour des bases de données existantes, la ventilation des données, le ciblage et le financement pour atteindre les plus pauvres, l'amélioration de la surveillance et du suivi et la connaissance claire des situations de référence.

De la souveraineté des pays à choisir leurs propres dispositifs et indicateurs

« Les pays sont souverains et ont la liberté de choisir leurs propres indicateurs ou des indicateurs à même de répondre à leurs préoccupations » dixit Mme Awa THIONGANE, ex-directrice de la DPS et modératrice de la session. Cette phrase traduit le sentiment global des participants à la session qui ont tous reconnu la justesse de cette appréciation.

Dans le cadre des dispositifs et outils disponibles, d'aucuns ont déploré le nombre important de systèmes et sources diverses (BAD, PNUD, PARS21, ...). Au niveau de la BAD, il a été rappelé que rien n'est imposé aux pays membres. La plateforme des données ouvertes (ODP) est gérée directement par les pays et les tableaux de bord sont édités suivant les thématiques arrêtées par ces pays. La BAD ne fait qu'aider les pays à rendre publiques leurs données notamment en leur fournissant l'assistance technique pour les outils proposés. Elle travaille aussi "main dans la main" avec les 3 agences panafricaines et en collaboration avec la CEA. A titre d'exemple, l'annuaire statistique de l'Afrique est conjointement publié par la BAD, la CEA et la CUA. Globalement, une meilleure coordination avec les pays semble nécessaire pour bien les impliquer dans le choix des outils. De même, l'outil PISTA proposé par PARIS21 est un système ouvert à tous pour que chaque utilisateur puisse apporter sa contribution. C'est un système libre d'accès. Revenant sur les initiatives de WATERAID, son représentant, Apollos NWAFOR, directeur régional pour le plaidoyer, a souligné qu'il s'agit de voir comment les pays peuvent renforcer leur système de collecte de données, de gestion de données. Il a cependant tenu à faire remarquer que c'est dans la collaboration entre pays que le bât blesse. Des échanges d'informations et d'appréciations et commentaires sont nécessaires pour améliorer le processus de collecte.

Pour Mme THIONGANE, modératrice de la session « il ne faut jamais oublier que le monde est en changement et qu'on ne peut pas attendre de régler un problème de collecte pour voir ce que fait le voisin ». En conclusion de la session elle a tenu à mettre l'accent sur les constats suivants :

- Les Africains ont besoin d'être au diapason de ce qui se fait de meilleur au monde ; ce qui peut permettre de faire des bonds extraordinaires en matière de collecte (ex. : utilisation des smartphones) ;
- Ce qui est proposé par la BAD peut être pris au niveau pays ; il y a une liberté d'appropriation à faire valoir et c'est aux gouvernements membres de décider de l'opportunité de mettre des fonds dans les processus et dispositifs développés par la BAD.

2^{ème} JOURNÉE



La deuxième journée a commencé par un récapitulatif des principaux enseignements tirés des sessions plénières de la première journée. M. A. AGRAWAL, a souligné qu'un des défis majeurs du GPSDD est de s'assurer de l'articulation des efforts nationaux avec les actions au niveau international. Il est également revenu sur d'autres défis tels que la non disponibilité de certaines données, l'insuffisance des ressources, la nécessité de renforcer les capacités et d'assurer une meilleure coordination, l'utilisation des nouvelles technologies, etc. Mme GUEYE de la DGPPE a souligné qu'une des leçons apprises de la première journée, particulièrement des présentations faites par les sectoriels, est la nécessité d'organiser la mise en œuvre et le suivi, compte tenu du nombre d'acteurs impliqués. Pour cela, il est important d'assurer un leadership politique fort pour un meilleur alignement entre les ODD et les politiques publiques, particulièrement le PSE, et une coordination des actions des différents acteurs.

Session 4 | *Feuilles de route pour les données du développement durable*

Les propositions du GPSDD

Cette session, était essentiellement centrée sur les initiatives du GPSDD¹⁵ dont le contexte de création a été brièvement rappelé et qui a pour ambition de se servir de la révolution des données pour accompagner les ODD.

Pour le suivi de l'atteinte des objectifs ciblés, plusieurs défis avaient été identifiés en termes de disponibilité des données, notamment désagrégées, de mises à jour, d'existence de données sur l'enregistrement des données d'état civil, de mesure de la pauvreté, ...

Sur un autre plan, l'utilité des données avait été posée avec acuité au niveau de la prise de décision, de l'implication des citoyens dans le contrôle des politiques publiques et enfin, de la promotion de l'innovation. Pour ce faire, une feuille de route a été élaborée, accompagnée d'un plan d'actions, déclinée au niveau gouvernemental et local. En outre, cette feuille de route nécessite une certaine flexibilité pour la mise en œuvre.

L'une des grandes initiatives prises par le GPSDD est l'élaboration d'une boîte à outil qui sert de cadre global à adapter dans le contexte national pour le suivi de l'atteinte des ODD. Ce cadre global est composé de différentes catégories portant sur les données pour les ODD, les données pour l'action, les statistiques officielles pour les ODD et le renforcement de capacité pour les aspects institutionnels et financiers. Le GPSDD a également proposé la constitution d'une plateforme de données qui sera une sorte de marché numérique pour les données de développement durable.

¹⁵ Procédure à suivre pour une feuille de route de données et présentation de la boîte à outils des Data4SDGs (Données pour les ODD), M. Aditya Agrawal, GPSDD

Session 5 | *Expériences d'autres pays dans le développement de feuilles de route de données pour le Développement Durable et l'intégration des ODD dans les Politiques nationales de développement*

Modérée par **Moubarak LO**, Conseiller Spécial du Premier Ministre du Sénégal



Les ODD sont définis selon un Agenda universel, qui s'applique à tous les pays, mais il est important de trouver une mise en cohérence entre ces objectifs et les priorités nationales déclinées dans les politiques nationales de développement. Les expériences de trois pays africains (Kenya, Nigéria, Côte d'Ivoire), sur les stratégies mises en place pour adopter des feuilles de route de données et intégrer les ODD dans les politiques nationales de développement, ont été présentées.

Kenya, une prise en charge à un haut niveau

Au Kenya, le dispositif pour adopter une feuille de route et intégrer les ODD dans les politiques nationales est piloté à un haut niveau qui est celui de la vice-présidence de la république. Selon M. Philip THIGO, Conseiller au Bureau du Vice-président, ce dispositif prend en charge tous les aspects liés à la révolution des données. Une feuille de route a été élaborée en septembre 2016 et un groupe inter agences créé impliquant tous les acteurs (public, privé, société civile, philanthropes ...). Le dispositif, fortement décentralisé, a l'avantage de tirer profit des écosystèmes des différentes parties prenantes et de mettre l'accent sur la responsabilité et la participation citoyenne.

Au Nigéria, alignement des politiques nationales aux ODD

Au Nigéria, les leçons tirées des OMD et la transition vers les ODD ont été utilisées pour aligner les politiques nationales¹⁶. La transition vers les ODD et leur mise en œuvre doivent tenir compte d'un certain nombre de préalables dont le cadre légal et réglementaire, l'engagement des acteurs, la communication et les nouvelles technologies. Un schéma organisationnel a été mis en place pour prendre en charge la mise en œuvre des ODD en dépit des contraintes rencontrées par le pays comme les nouvelles orientations du secteur pétrolier déclinées dans l'agenda 2020 du Nigéria, le défi sécuritaire avec l'avènement de Boko haram au Nord et les problèmes institutionnels. La mise en œuvre des ODD ne peut être réussie sans une volonté politique et un renforcement institutionnel, mais aussi un engagement de tous les acteurs et une coordination de leurs actions.

En Côte d'Ivoire, prise en compte intégrale des ODD dans la Politique Nationale de Développement.

En Côte d'Ivoire, l'avènement des ODD a coïncidé avec un contexte économique favorable avec une croissance économique soutenue de 9,4%. Par ailleurs, l'alignement des politiques nationales n'a pas posé de problème puisque celles-ci ont été élaborées avec l'adoption des ODD¹⁷. Ainsi, les 17 ODD ont été intégralement pris en compte dans les 5 axes stratégiques de la Politique nationale de développement (PND 2016-2020). Ces axes portent sur le renforcement institutionnel et la gouvernance, l'accélération du développement du capital humain et du bien-être, la transformation économique à travers l'industrialisation, le développement des infrastructures en lien avec un environnement durable, l'intégration et la coopération régionale et internationale. Cependant, des limites ont été notées dans la disponibilité de données statistiques désagrégées, la mobilisation des ressources et la modernisation du SSN, l'engagement de la société civile et du secteur privé, etc.

Pour le Sénégal, tirer leçons des expériences présentées

Sans revenir sur son approche qui a fait l'objet de la session 1 de la conférence, le Sénégal s'est promis de tirer des leçons des expériences présentées au Kenya, au Nigéria et en Côte d'Ivoire où la plupart des politiques nationales ont été formulées après les ODD. Il a été rappelé cependant que même si le PSE a été élaboré avant les ODD, l'expérience tirée de l'évaluation des OMD a été capitalisée dans la formulation des politiques nationales ; « le challenge est moins dans la formulation que dans la mise en œuvre où le Sénégal a des défis à relever » selon Mme Fatou Diané GUEYE, conseillère technique à la DGPPE. Toujours selon elle : « tous les indicateurs des ODD doivent pouvoir être intégrés notamment dans le PTIP (Plan Triennal d'Investissement Public). En outre, le Sénégal a fait le choix de mettre le focus sur la mise en œuvre à travers le processus d'évaluation ex-post pour disposer des indicateurs et résultats sensibles aux ODD. Pour ce faire, le Sénégal a la chance de disposer d'un cadre légal de suivi à travers le CASE qui est « *géré par le premier ministre avec son conseiller spécial* ». Selon ce dernier, dans le processus d'élaboration de la feuille de route du Sénégal il y a 2 phases : « *regarder ce qui n'existe pas pour essayer de combler, intégrer dans le prochain PSE* ».

Les ODD, une opportunité et un défi pour les SSN

L'intégration des ODD dans les politiques nationales reste une préoccupation largement exprimée. D'aucuns, se demandent comment elles le sont concrètement dans les politiques nationales des pays présentés ; comment le principe de ne laisser personne pour compte dans la collecte des données est-il pris en compte dans les politiques des pays présentés ; ce qui amène à des réponses plus ou moins achevées selon les politiques nationales considérées. Sur le rôle des SSN, il faut faire de sorte que les ODD et la révolution des données ne soient pas un fardeau supplémentaire pour la capacité de la statistique officielle qui doit assurer, prioritairement, la réalisation d'un recensement tous les 10 ans et la mise en place d'un système d'état civil complet. Globalement, les ODD sont en même temps une opportunité et un défi pour les SSN. En dehors des données de recensement et de l'état civil, la révolution des données c'est également le développement d'un système d'information efficace sur les entreprises mais aussi la promotion de la culture statistique. La nécessité de prendre en compte les nouvelles sources de données, les données géo-localisées, les sources de données ouvertes, en dehors des instituts nationaux de statistiques, dans la révolution des données, est soulignée. Il en est de même quant à l'urgence d'impliquer tous les acteurs notamment ceux du secteur privé. Il a aussi été souligné l'importance de mettre en place les feuilles de route de manière pratique et obéir à un processus itératif autour de l'identification des besoins, des partenariats et des dispositifs à dérouler.

¹⁶ Nigéria, Dr. Chukwuka Onyekwena, Directeur Exécutif, CSEA - Aligning National Policies to SDGs in Nigeria

¹⁷ Côte d'Ivoire, Dr. Fofana, Chercheure, CIREs – Processus d'intégration des ODD dans les politiques de développement en Côte d'Ivoire

Session 6 | *Données pour l'action (Première Partie)*

Modérée par **Aboubacar Sedikh BEYE**, Directeur Général, ANSD



Dans cette session, modérée dans sa première partie par M. Aboubacar Sedikh BEYE, Directeur Général de l'ANSD, et ensuite, dans sa deuxième partie, par Mme Jenna SLOTIN du GPSDD, des cas concrets de l'utilisation des données ont été présentés.

Transformer les données sur les ODD en action

Pour la société de télécommunication Orange, le projet Open Algorithm (OPAL) propose, dans le cadre de la poursuite du projet D4D, l'utilisation des données mobiles, avec un niveau de désagrégation très fin et en complément aux données collectées par les INS¹⁸. La nouvelle méthode proposée par OPAL consiste en l'ouverture des algorithmes, et non des données sources, pour permettre à tout un chacun d'extraire des indicateurs. Le lancement du projet est prévu en juin 2017 avec deux pays pilotes : le Sénégal et la Colombie.

Le Sénégal comme Centre de Référence pour l'utilisation des TIC dans les enquêtes et recensements

Le projet de Centres de Référence¹⁹ pour l'utilisation des TIC dans les enquêtes et recensements est un programme de coopération Sud-Sud initié, sous la houlette du FNUAP²⁰, avec les INS du Brésil

¹⁸ Transformation des données sur les ODD en action, M. Nicolas de Cordes, ORANGE – OPAL : bring the code to the data

¹⁹ Projet de Centres de Référence en Recensement avec Collecte Electronique de Données en Afrique - M. Oumar Fall (ANSD)

(IBGE²¹), du Sénégal (ANSD), de l'Afrique du Sud (Statistics South Africa) et du Cap-Vert (INECV²²). Ce programme s'inscrit à la suite de l'expérience acquise par le Brésil dans la collecte électronique des données lors du recensement de 2010 ; initiative reprise avec succès grâce à la coopération triangulaire Brésil-FNUAP-Bénéficiaire par : le Cap-Vert (2010), Sao Tomé et Príncipe (2012), le Sénégal (2013) et la Côte d'Ivoire (2014).

Les INS de l'Afrique du Sud, du Sénégal et du Cap-Vert constituent les Centres de Référence, respectivement pour les pays anglophones, francophones et lusophones et sont de ce fait les bénéficiaires directs du programme. Les bénéficiaires indirects sont constitués par les Instituts Nationaux de Statistique des pays africains qui seront appuyés par les Centres de Référence. Dix-huit pays africains sont ici ciblés d'ici 2020.

Dans le programme, l'IBGE partagera sa méthodologie développée pour le Recensement 2010 du Brésil, utilisant des dispositifs électroniques mobiles (PDA et Smartphones) et le FNUAP apportera un appui technique, opérationnel et programmatique dans toutes les étapes du projet. Il est prévu de réaliser des formations dans chaque centre de référence en 2017 et que l'IBGE accompagne la première formation que chaque Centre de Référence fera dans les pays intéressés sur la période 2017-2018.

La collecte et l'exploitation de données mobiles

La plateforme VOTO, lancée en 2013 au Ghana, propose la collecte de données mobiles²³ et des campagnes de marketing social. Cette solution, qui est proposée dans une cinquantaine de pays, s'appuie sur la bonne pénétration du téléphone mobile dans les pays africains. Elle propose des échanges d'informations à vecteurs clés du développement et des actions concrètes ont été réalisées au Ghana et en République Démocratique du Congo.

Des SIG pour le suivi des ODD

Les applications de système d'information géographique (SIG) développées par la société ESRI²⁴ peuvent constituer des solutions innovantes pour le suivi des différents ODD. Diverses approches y sont proposées ainsi que des solutions de mise en œuvre pour chaque ODD.

Un stylo numérique pour la collecte des données d'enquêtes

Créée en 2007, la société Xcallibre propose des solutions technologiques pour la collecte des données d'enquêtes²⁵. Parmi ses supports, un stylo numérique qui aurait beaucoup d'avantages par rapport aux tablettes et permettrait la capture des données avec des coûts fortement réduits en termes de temps de collecte et de traitement de l'information.

Xcallibre a développé sa collaboration avec plusieurs pays africains (Gabon, Lybie, Bénin, Mozambique...) et souhaite proposer ses outils et prestations pour la collecte d'enquêtes de l'ANSD.

'Karangué', système d'alerte par téléphonie mobile pour la vaccination des enfants

L'application « Karangué²⁶ » qui s'appuie sur les statistiques données par le MSAS et saisissant l'opportunité du bon taux d'utilisation du téléphone mobile au Sénégal, propose, à l'intention des

²⁰ Fonds des Nations Unies pour la Population

²¹ Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

²² Instituto Nacional de Estatística de Cabo Verde

²³ Collecte de données mobiles cibles à travers les SMS / IVR, M. A. Cox, VOTO mobile

femmes et dans les langues nationales, un système d'alerte pour le suivi du calendrier de vaccination des enfants.

Ce système dont les données se transmettent essentiellement par voie audio, a la particularité d'utiliser les langues nationales à travers des icônes du pays (artistes, sportifs...). Concrètement, l'essentiel des informations porte sur les rappels des rendez-vous de vaccination, des visites pré- et post-natales et sur les suppléments nutritifs concernant l'alimentation des enfants.

Le système s'appuie sur des bases de données statistiques et métriques et propose deux applications : une destinée au personnel de santé, l'autre dédiée au grand public, essentiellement à travers des messages audio. En perspective et pour une première phase d'opérationnalisation, Karangué a l'objectif de toucher pour le district (médical) de la région de Thiès : plus de 10 000 nouveaux nés pour leurs vaccins, plus de 10 000 mamans pour le suivi des visites prénatales et postnatales et des structures de santé enregistrées dans le système.

'Bayseddo', interface mobile entre agriculteurs et opérateurs économiques

Se présentant comme une "bourse agricole" et ayant l'ambition de développer le monde rural avec les TIC, l'application Bayseddo²⁷ se propose de mettre en relation, d'un côté, des agriculteurs en besoin de financement et disposants de terres, de l'autre, des opérateurs économiques, la diaspora, des fonctionnaires et des investisseurs en capacité de financement et n'ayant pas de terres.

Pour matérialiser cette mise en relation, divers préalables et processus sont mis en œuvre : sélection des champs éligibles ; évaluation des besoins en investissement à l'hectare ; achat de parts agricoles en ligne (web) ; souscription à une assurance agricole, information régulière des investisseurs et supervision de l'activité de l'agriculteur par l'équipe de Bayseddo, etc. Les dividendes sont partagés entre les 3 acteurs que sont l'investisseur, l'agriculteur et Bayseddo.

Des analyses visuelles pour toute solution

L'Oracle Business Intelligence²⁸ qui se propose de faciliter la prise de décision, développe toute une série d'applications d'aller chercher le type de données pour alimenter le besoin de décision ou d'action du client. C'est ainsi que le système développe des analyses visuelles pour toute solution dont entre autres : Data Visualization Cloud Service, Business Intelligence Mobile, Data Visualization Desktop, Big Data Discovery Cloud Service, Business Intelligence Cloud service...

Trouver des prestataires à tout moment et partout

MHII est une entreprise portugaise proposant des analyses et prestations de services dans le domaine de l'éducation, la santé et le gouvernement numérique²⁹. Elle se propose de développer un dispositif au Sénégal, qui permet de trouver des prestataires et professionnels de la santé à tout moment et partout en se basant sur l'opportunité offerte par la Stratégie Sénégal Numérique. Des expériences sont aussi menées au Kenya.

Sa technologie et ses expertises sont proposées à travers des plateformes et compétences prêtes à être utilisées dans les domaines de la collecte de données, de l'échange d'informations, de la construction de partenariats, de l'exploitation de connaissances...

²⁴ SIG et ODD, M. Serigne M. Thiam, ESRI Sénégal

²⁵ Solutions technologiques pour les enquêtes

²⁶ Karangué, les TIC au service de la santé, M. M. Sall, Next Dream

²⁷ Bayseddo 2.0, la bourse agricole africaine, M. M. Sall, Bio Agripole.

²⁸ Oracle Analytics Strategy The response to ODD programs, M. Gaye, ORACLE

Promouvoir des technologies et modèles simples d'accès et d'utilisation

La présentation de la diversité d'initiatives et de technologies, souvent faisant appel à des données personnelles, a eu le mérite de susciter des préoccupations quant au devenir de ces dernières. La préoccupation la plus souvent émise est celle relative à la protection des données personnelles ou à son usage à des fins commerciales. La question de l'anonymisation des données et l'importance de structures comme la Commission de Protection des Données Personnelles (CDP) sont évoqués à ce niveau.

Les participants ont manifesté un intérêt pour les technologies et modèles simples d'accès et de diffusion adaptés au vécu des populations (VOTO, Karangué...). A cet effet, M. Mayacine CAMARA, prenant sa casquette de maire d'une ville a suggéré que ces modèles développés puissent aussi s'étendre à des processus de déclaration de naissances ou de décès dont les retards enregistrés, dans la plupart des zones rurales et villes secondaires, sont souvent causes de préjudices.

En concluant cette première partie de session, M. BEYE a validé le souhait de la majorité des participants de voir la promotion de technologies et modèles simples d'accès et d'utilisation et la mise en place de stratégies 'smart' où tous les acteurs peuvent mutualiser leurs efforts et compétences et contribuer à la production de données fiables.

²⁹ Présentation MHII, société portugaise travaillant dans le domaine de la santé, David Bernabé Fernandes

Session 7 | *Données pour l'action (deuxième partie)*

Modérée par **Mme Jenna SLOTIN**, experte du GPSDD



Rendre les données visibles et directement exploitables

Spécialisée dans la construction d'interfaces utilisateurs et forte de 25 années d'expérience, DataActLab³⁰ est une équipe d'experts en développement et interaction utilisant la visualisation pour rendre les données visibles et directement exploitables. De ce fait, les produits fournis permettent une planification efficace ainsi qu'une bonne mise en œuvre et gestion des ressources.

En dehors de la visualisation des données, DataActLab propose d'autres domaines de compétences telles que "stratégie & développement" où les objectifs, les données et les besoins des utilisateurs du client sont analysés pour fournir les outils numériques devant servir de supports aux stratégies de mise en œuvre. Des exemples concrets sont en cours en Colombie dans le suivi d'indicateurs sur les ODD (visualisation des flux financiers concernant la pauvreté dans 150 pays, suivi des données sur les besoins, les politiques et les ressources pour vaincre la faim d'ici 2030, ...). L'implantation de plateformes de visualisation au Sénégal peut s'en inspirer.

Pour le développement d'un leadership féminin

Prônant l'exploitation efficace des données sur les femmes et les filles au Sénégal³¹, pour le développement d'un leadership féminin, AfricaGathering demande de porter une attention particulière aux ODD 4, 5, 8 et 9.

³⁰ Visualizing data for a better world, Alexandra Silfverstolpe, DataActLab

³¹ Harnessing data for women and girls in Senegal, Mariame. Jamme, I am the CODE, Jiggen Tech Hub

Des indications sont données pour créer cette capacité particulièrement en direction des femmes et des filles dans la cartographie et la collecte des données, le renforcement des capacités, l'identification des lacunes et la création des synergies dans le cadre des dispositifs proposés par la plateforme d'AfricaGathering. Des recommandations pratiques sont données à cet effet pour partager des objectifs, partager des histoires et vécus et augmenter les impacts des adhérentes aux programmes d'AfricaGathering

Des solutions technologiques pour la planification nationale et le suivi des ODD

Development Gateway est une organisation à but non lucratif avec plus de 15 ans d'expérience dans la création de technologies et l'utilisation de l'information pour éclairer les prises de décision. Elle appuie dans plusieurs pays, la planification nationale à travers la mise à disposition des gouvernements de solutions technologiques³².

Au Sénégal, cet organisme appuie le MEFP via un programme de gestion de l'aide (portefeuilles de projets, tableaux de bord, cartographie des interventions, génération de rapports et des fiches de projet). Le programme de gestion de l'aide permet au gouvernement et ses Partenaires Techniques et Financiers de collecter, analyser et faire le suivi des informations sur les projets de développement ; dans le but d'accroître l'efficacité de l'aide.

Development Gateway développe actuellement un prototype d'outil de suivi des ODD. Cet outil permet aux gouvernements, aux partenaires techniques et financiers et au public, de suivre les progrès nationaux et infranationaux vers l'atteinte des ODD. Léger et personnalisable, l'outil transforme divers ensembles de données en visualisations interactives permettant aux utilisateurs d'afficher les données par objectif, par indicateur et par cible.

Des approches et technologies pour le suivi des ODD et des performances sectorielles peuvent être mobilisées pour le suivi-évaluation des plans nationaux de développement tel que le PSE. Development Gateway travaille dans ce sens sur un projet de conception de tableaux de bord pour le suivi des performances sectorielles en Tanzanie commandé par la Banque mondiale.

Le recours aux géo données pour améliorer l'analyse et la prise de décision sur les ODD

L'organisation Humanitarian OpenStreetMap Team (HOT) pilote une initiative de cartographie ouverte³³. Avec le réseau de volontaires identifiés dans une douzaine de pays qui collectent et qui mettent à jour les données, les couches des cartes de OpenStreetMap sont ouvertes et peuvent être éditées et partagées avec tous sans restriction.

les objectifs de HOT sont de contribuer à améliorer les données sur les cartes utilisées et créer des données de haute qualité en lieu et place de celles incomplètes et souvent obsolètes et d'augmenter le recours aux géo données dans l'analyse et la prise de décision.

HOT justifie d'une expérience avérée dans le suivi de plusieurs ODD à travers ses activités de cartographie en collaboration avec son réseau de volontaires/acteurs locaux : ODD3 (bonne santé et bien-être), ODD6 (eau potable et assainissement), ODD8 (travail décent et croissance économique), ODD11 (villes et communautés durables).

³¹ Présentation MHi, société portugaise travaillant dans le domaine de la santé, David Bernabé Fernandes

³² Innovations technologiques pour le suivi des ODD et des plans nationaux de développement, O. Ngom, Development Gateway, Octobre 2016

³³ Open Mapping for the SDGs, M. P. Uithol, Humanitarian OpenStreetMap Team (HOT)

Des stratégies guidées par les données

La fondation Community Systems, qui travaille avec des organisations onusiennes, est présente dans plus de 120 pays sous le programme DevInfo et d'autres outils qui œuvrent à gérer les données et révéler leur pouvoir pour une prise de décision basée sur les évidences. Les outils, mis à disposition par la Fondation Community Systems, permettent de suivre les stratégies de développement national³⁴.

Partant du constat que les moyennes nationales masquent énormément de disparités, la fondation suggère 10 stratégies guidées par les données allant de la désagrégation des données socio-économiques (stratégie 1) à l'utilisation de données et de sources ouvertes (stratégie 10) qui contribuent à une transparence dans la gouvernance.

L'efficacité des données générées par le citoyen

La plateforme CIVICUS met le focus sur les données générées par les citoyens. CIVICUS a présenté l'initiative DATASHIFT³⁵ qui est l'établissement de la capacité des OSC à produire et à utiliser les données générées par le citoyen pour surveiller les progrès du développement durable, à demander des comptes et à mener des plaidoyers pour le changement. Ces données qui sont produites par les citoyens ou leurs organisations pour contrôler ou gérer directement les problématiques qui les concernent sont souvent en dehors des statistiques et données officielles.

Les domaines d'appui de la plateforme couvrent plusieurs aspects : les zones d'apprentissages et Forums thématiques, la surveillance des ODD, la mise en ligne de DATASHIFT, le partenariat mondial pour le développement durable des données, ...

Dans l'objectif de montrer la complémentarité des données générées par les citoyens avec celles produites par les instituts de statistique, et surtout leur efficacité et impact, plusieurs cas ont été présentés.

Formaliser la collaboration entre statistiques officielles, données du secteur privé et données générées par les citoyens

Cette deuxième partie a mis l'accent sur les initiatives privilégiant l'utilisation des données et sources ouvertes et la participation citoyenne. Au-delà de la construction partagée des supports et dispositifs de collecte et de production de données, on peut noter le caractère efficace des dynamiques appuyées notamment en rapport avec une connaissance mutuelle des problématiques (autant la population concernée que les décideurs ont la même information) et en termes d'opportunités offertes pour la mise en œuvre de stratégies.

Ce qui amène à conclure que la complémentarité et la collaboration qui devraient exister, dans un contexte de révolution des données, entre les statistiques officielles, les données du secteur privé et les données générées par les citoyens, sont à formaliser à défaut d'être institutionnalisées.

³⁴ 10 stratégies guidées par les données – Changeons le monde, J. S. AGNIHOTRI, Community Systems Foundation

³⁵ Citizen generated data & SDGs, D. Adieno, CIVICUS

Session 8 | *Engagements et actions pour le progrès*

Modérée par **M. Papa Amadou Sarr**, Conseiller Technique du Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP)



Cette dernière session a été modérée par Papa Amadou SARR, Conseiller technique au MEFP et a porté sur les grands enseignements tirés de l'atelier mais aussi et surtout les engagements forts pris par les différentes parties prenantes, notamment, l'IPAR, la DGPPE, l'ANSD et le GPSDD.

Pour l'IPAR, le grand défi devra porter sur la disponibilité de données actualisées sur le secteur de l'environnement et de la gouvernance. Ce problème, qui concerne également d'autres pays, interpelle le GPSDD pour voir comment il peut aider les pays à faire face aux lacunes de données dans les secteurs de la Gouvernance et de l'Environnement. Aussi, la disponibilité des informations désagrégées constitue également un défi et qui doit être réfléchi dans un contexte caractérisé par la politique de décentralisation. L'objectif est de donner une signification concrète au slogan « ne laisser personne pour compte ». A ce propos, les instituts de statistique sont interpellés ainsi que le GPSDD qui pourra appuyer dans le plaidoyer. Par ailleurs, l'IPAR juge que le secteur privé doit être davantage impliqué dans le financement des ODD. Cependant, il est important qu'il soit d'abord sensibilisé sur la question des ODD avant de réfléchir sur les moyens de financement qu'il pourrait apporter. Enfin, l'IPAR a réaffirmé sa disponibilité à continuer à accompagner ce processus, pour une atteinte des ODD.

Pour la DGPPE, il est crucial de disposer de données pertinentes et mises à jour pour suivre l'efficacité de l'action publique mais également la documentation des politiques engagées par l'administration. Dans la continuité de la politique de décentralisation, les collectivités locales devraient plus s'impliquer à la base afin de prendre en compte les besoins et aspirations de toutes les couches de la population. S'agissant du financement des ODD, il a tenu à souligner la nécessité d'assurer une utilisation efficiente et efficace des ressources domestiques avant de mobiliser les financements extérieurs. Enfin, le MEFP à travers la DGPPE a confirmé l'engagement de l'Etat du

Sénégal dans les ODD, dans le respect de la chaîne de planification nationale déclinée par les autorités dans le cadre du PSE.

En ce qui concerne l'ANSD, le DG a insisté sur la nécessité de promouvoir et de renforcer le partenariat entre tous les acteurs (public, privé, société civil, citoyens, ...) pour l'atteinte de l'ensemble des ODD. Il a à ce propos salué la collaboration ANSD-IPAR. Sur la même lancée, il est crucial de fédérer toutes les initiatives sectorielles, nationales, régionales et mondiales. De manière concrète, on devrait s'acheminer, pour le cas du Sénégal, vers la mise en place d'une plateforme unique pour le renseignement et le suivi des ODD en rapport avec tous les sectoriels.

Sur un autre plan, il a plaidé pour une intégration des données générées par les citoyens dans les ODD car elles ont leur place dans le suivi de l'action publique et pourront fournir des indicateurs très pointus que la statistique officielle ne peut pas. Il en est de même de l'implication de la société civile et du secteur privé.

Par ailleurs, pour l'ANSD la révolution des données passera, d'une part, par un renforcement du dispositif de collecte des données basiques comme les recensements et les faits d'état civil et d'autre part, par un développement de la culture statistique qui permettra aux citoyens et à tous les utilisateurs de bien comprendre le statut des données.

Enfin, après avoir donné des instructions fermes pour la généralisation des formats ouverts pour les données diffusées par l'ANSD, le DG a confirmé l'engagement de l'ANSD à accompagner la solution « Karangué ».

Pour le GPSDD, des remerciements ont été formulés à l'endroit de l'ANSD, de l'IPAR, des partenaires du GPSDD et de tous les participants. Le GPSDD a réaffirmé son engagement à continuer à jouer son rôle d'écoute et de recueil des attentes pour l'atteinte des ODD. Selon le GPSDD, les deux jours d'atelier pourraient être analysés comme une confrontation entre la demande (présentation des défis aux niveaux national et sectoriel durant le 1^{er} jour) et l'offre (opportunités offertes par les nouvelles technologies/ sources de données comme le Big Data, les données générées par les citoyens, etc.). L'une des leçons apprises pour le GPSDD est de faciliter les conditions pour que l'offre puisse répondre à la demande. Cela pourrait se concrétiser à travers le Marketplace qui est développé par le GPSDD pour mieux connecter les acteurs et assurer une meilleure collaboration. En outre, les nouvelles technologies présentées et les systèmes d'accompagnement proposés ces deux jours, devront être partagés. Sur un autre plan, les nouvelles sources de données, notamment celles générées par les citoyens, devront être prises en compte dans le suivi des ODD.

Il est revenu à Monsieur Papa amadou SARR, conseiller technique au MEFP de prononcer le discours de clôture de l'atelier.

 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

